



Centre de Recherche INRAE de CORSE
Site de San Giuliano
20230 SAN GIULIANO

Marché à Procédure Adaptée

(Articles L. 2123-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et R. 2123-1 à R. 2123-8 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)

**Exécution de prestations nécessaires au nettoyage, à l'entretien,
à l'hygiène des locaux pour le Centre INRAE de Corse**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)**

du 20/10/2025

(Commun aux 2 lots)

Le présent CCTP comporte 11 pages numérotées de 1 à 11. La page 1 est la page de couverture.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet du marché	3
ARTICLE 2 : Finalité des prestations	3
ARTICLE 3 : Nature des prestations	3
ARTICLE 4 : Conditions d'exécution	4
ARTICLE 5 : Qualité de provenance des matériels	5
ARTICLE 6 : Qualité et provenance des produits	5
ARTICLE 7 : Consignes générales d'hygiène et sécurité	6
ARTICLE 8 : Moyen d'accès au(x) site(s)	7
ARTICLE 9 : Organisation du travail	8
ARTICLE 10 : Conditions de travail	9
ARTICLE 11 : Mesures particulières	9
ARTICLE 12 : Moyens mis à disposition par INRAE	9

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Article 1 : OBJET DES MARCHES

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concernent l'exécution des prestations nécessaires au nettoyage, à l'entretien et à l'hygiène incluant les prestations de vitrerie, des locaux du Centre INRAE de Corse qui se compose de 2 unités distantes de 70 kms.

Le présent marché se décompose en 2 lots :

- Lot N° 1 : Ensemble des locaux du site de San Giuliano
- Lot N° 2 : Ensemble des locaux du site de Corte

Les candidats pourront présenter une offre pour 1 ou 2 lots.

Une visite obligatoire sera effectuée conformément à l'article 1-4 du CCAP.

Article 2 : FINALITE DES PRESTATIONS

Les prestations d'entretien seront exécutées en tenant compte de la nature et de la destination finale des locaux.

La réalisation des prestations d'entretien a pour résultante l'obtention par le titulaire des différents niveaux de qualité déterminés et attendus par INRAE.

A ce propos, le titulaire se réfèrera à la demande spécifique détaillée dans l'annexe 2 « Contrôle Qualité » du présent CCTP afin de prendre en compte l'intégralité des critères de qualité attendus par locaux-types et définira ainsi l'ensemble des moyens à mettre en œuvre.

Les prestations non réalisées donneront lieu à l'application de pénalités.

En cas de non atteinte de la qualité attendue, INRAE pourra résilier le marché.

L'article 9-2 du CCAP a pour objet de fixer le cadre de cette résiliation anticipée.

Article 3 : NATURE DES PRESTATIONS

Les prestations à exécuter concernent l'ensemble des installations et équipements désignés à l'article 1 du présent CCTP et détaillés dans l'annexe 1 de l'AE.

3-1 : NATURE ET PERIODICITE DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE

Le titulaire s'engage envers INRAE à exécuter l'ensemble des prestations décrites dans l'Annexe 1 du présent CCTP et ce conformément aux règles de l'art, à la législation, à la réglementation en vigueur.

Nettoyage des locaux :

La nature et la périodicité relatives au nettoyage des locaux sont précisées de façon détaillée dans l'annexe 1 du CCTP.

Toutes les opérations d'entretien seront réalisées avec le matériel et produits fournis par le titulaire conformément aux clauses prévues aux articles 5 et 6 du présent CCTP. **Toutefois, l'approvisionnement en savon, papier hygiénique et serviettes sera assuré par INRAE.**

Conformément à l'article 15 du CCAP, le titulaire a obligation de remettre un planning d'intervention et la liste nominative des personnes intervenantes. Ce planning sera établi en commun accord avec le

représentant du service utilisateur. Les modifications concernant ces documents seront soumises pour avis préalable au représentant du service INRAE.

Nettoyage des vitres :

Les travaux comprennent le nettoyage de la face intérieure et extérieure des vitres. Ces travaux seront réalisés selon la périodicité indiquée en annexe 1 du CCTP pour chaque service.

Les candidats devront préciser le mode opératoire et les moyens mis en œuvre pour le nettoyage et la sécurité des personnes ; qui seront un des critères de sélection de l'entreprise attributaire.

Pour que les interventions soient exécutées en totalité, le personnel intervenant veillera à avertir de son passage les responsables de chaque bâtiment quarante-huit heures au minimum avant le début des prestations.

Si malgré ces précautions prises, certains locaux n'ont pu être accessibles, aucun reproche ne pourra être fait à l'encontre de l'équipe d'intervention par conséquent, aucune diminution de facturation ne sera effectuée.

3-2 : PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES SUR BONS DE COMMANDE

Ces prestations feront l'objet d'une commande spécifique de la part de INRAE et seront chiffrées selon leur nature.

Article 4 : CONDITIONS D'EXECUTION

4-1 : DATE D'EFFET DES PRESTATIONS

La date de début d'exécution des prestations est fixée conformément à l'article 1-3 du CCAP.

4-2 : HORAIRES DES TRAVAUX

Pour l'ensemble des bâtiments, les travaux de ménage pour les prestations de base seront exécutés hors week-end, de préférence le matin entre 7h30 et 9h ou le soir à partir de 16h30.

Dans le cas où le personnel aurait à intervenir en l'absence des agents du service, il sera procédé à la remise des clés/ou badges par le représentant du service INRAE tout en respectant les règles de consignes d'accès aux bâtiments comme défini à l'article 8 du présent CCTP.

Les travaux de nettoyage de la vitrerie seront effectués entre 8h00 et 17h00, les jours ouvrables.

L'exécution, les week-ends ou les jours fériés, de certains travaux peut être autorisée sans qu'il en résulte aucun frais supplémentaire pour l'administration. Toutefois, le titulaire et le service INRAE concerné peuvent convenir d'une modification de planning.

Point particulier relatif au travail en jours fériés :

Les prestations de fréquence hebdomadaire prévues et planifiées qui débutent un jour férié devront être réalisées obligatoirement. Le titulaire prendra alors, toutes les dispositions possibles pour effectuer ces prestations la veille ou le lendemain sans que cela vienne perturber l'organisation mise en place par ailleurs sur d'autres bâtiments.

Dans le cas où le titulaire ferait intervenir ainsi ses agents un jour férié, il ne pourra présenter à INRAE une facturation majorée dans la mesure où il devra inclure au départ dans son offre forfaitaire.

4-3 : DISPOSITIONS GENERALES

Le nettoyage sera mené avec le souci de conserver inchangée, après l'opération, la disposition du mobilier. Les matériaux combustibles à jeter et dûment identifiés y compris les emballages en papier, carton, bois, matières plastiques, devront être évacués sans délai des lieux d'exécution des prestations et au plus tard à la fin de chaque vacation.

Ils seront déposés dans les bacs à ordures prévus à cet effet à l'extérieur des bâtiments.

Le titulaire devra éviter toute obstruction ou dégradation des canalisations d'évacuation.

Article 5 : QUALITE ET PROVENANCE DES MATERIELS

L'intégralité des moyens matériels est à la charge du titulaire.

Le titulaire fournira dans le délai fixé à l'article 15 du CCAP, la liste des moyens matériels qu'il envisage de mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations. Cette liste comprendra aussi bien les moyens à mettre à disposition sur le site que ceux disponibles ponctuellement pour la réalisation des travaux périodiques.

La Personne Responsable du Marché ou son représentant se réserve le droit de vérifier la conformité des matériels.

Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé par le titulaire à ses frais. Il veillera à réduire le délai de livraison du nouveau matériel au minimum afin de n'occasionner aucune gêne dans la bonne réalisation des prestations. Le titulaire ne pourra pas argumenter d'un retard de livraison pour justifier de la non-réalisation de prestations.

La Personne Responsable du Marché ou son représentant se réserve le droit de vérifier la concordance entre les matériels effectivement utilisés sur les sites et ceux référencés dans la liste des moyens matériels.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples est interdit.

Le titulaire sera tenu d'adapter son matériel aux caractéristiques de l'alimentation électrique dont il disposera.

Les rallonges, prolongateurs et fiches seront fournis par le titulaire.

Le calibrage des fusibles et disjoncteurs ne devra en aucun cas être modifié.

La Personne Responsable du Marché ou son représentant se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou non conforme du point de vue de la sécurité du travail.

En cas de dommage et conformément à l'article 12 du CCAP, la responsabilité du titulaire sera engagée.

Article 6 : QUALITE ET PROVENANCE DES PRODUITS

Le titulaire devra fournir, dans le délai fixé à l'article 15 du CCAP, la liste et la composition des produits qu'il envisage d'utiliser pour la bonne réalisation des prestations.

Il ne sera utilisé, en aucun cas, d'aérosols avec propulseur inflammable.

Il est à noter que les produits utilisés devront satisfaire à la norme environnementale ISO14001 dans laquelle le centre INRAE de Corse s'est inscrit.

Ainsi, les Fiches de Données de Sécurité devront être fournies ce qui permettra à la Personne Responsable du Marché ou son représentant de vérifier la concordance entre les produits effectivement utilisés sur les sites et ceux référencés norme ISO14001.

A la vue du contexte sanitaire actuel, notre préférence ira également vers l'utilisation de produits satisfaisant à la Norme Française EN14476.

En outre, la personne publique se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations, ou de compromettre la sécurité des usagers. Tout produit rebuté devra être retiré et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Le titulaire devra fournir en quantité suffisante les sacs plastiques de différentes contenances à disposer dans les différents conteneurs des sites (poubelles de bureaux, poubelles sanitaires, ...).

La gestion des stocks desdits produits sont à la charge du titulaire effectuant les travaux de nettoyage.

Le stockage des produits sera effectué exclusivement dans les locaux prévus à cet effet. Il sera limité aux quantités nécessaires et suffisantes pour la pleine réalisation des travaux pour une période d'un mois. Ce local sera identifié lors de la visite des locaux.

En cas de dommage et conformément à l'article 12 du CCAP, la responsabilité du titulaire sera engagée.

Article 7 : CONSIGNES GENERALES D'HYGIENE ET SECURITE

Dispositions générales

Pour des raisons de sécurité, certains locaux sont interdits d'accès au personnel de nettoyage. Ces locaux sont clairement identifiés sur les plans fournis et/ou sur les portes des locaux.

Le titulaire s'engage à observer et à faire observer par ses agents, les règles d'hygiène et de sécurité internes à INRAE.

Pour leur part, les agents de propreté du titulaire sont également soumis à des règles et contraintes inhérentes à leurs emplois. Ces règles devront être connues de l'ensemble des agents et affichées dans le local ménage

Chaque service INRAE organisera une tournée avec le responsable des équipes d'entretien pour donner des informations sur :

- la lecture des logos,
- la conduite à tenir en cas d'incidents (renversement de produits chimiques...).

Le titulaire devra informer son personnel des consignes qui lui auront été communiquées par INRAE.

En ce qui concerne le nettoyage des surfaces vitrées, il devra se conformer à la législation relative au travail en hauteur (prévention des chutes de hauteur supérieure à 3 m).

INRAE et le titulaire s'engagent à respecter les principes généraux de prévention, tels que définis par la loi du 31 décembre 1991 et à rédiger, et signer conjointement avec le titulaire du marché un Plan de prévention en application du décret N° 92-158 du 20/02/92. Ce plan de prévention définira et évitera les risques professionnels qui pourraient résulter de l'exercice simultané, et, en un même lieu, des activités des deux entreprises.

Indépendamment de ce Plan de prévention, l'entreprise intervenante respectera scrupuleusement les points élémentaires de sécurité suivants :

- Fermer l'ensemble des fenêtres après chaque intervention.
- Evacuer les cendres et mégots provenant des cendriers dans les réceptacles métalliques prévus à cet effet sur les chariots de ménage.

- Pour la réalisation des travaux de hauteur, le titulaire se conformera aux règles de sécurité en vigueur (INRAE se réservant le droit d'interrompre les travaux et/ou d'en interdire la réalisation).
- Les échafaudages devront être munis de roulettes caoutchoutées. Les matériels ne devront en aucun cas être en contact avec les parois verticales.
- Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux seront protégées, leurs pieds seront munis de patins protecteurs antidérapants conformes aux normes en vigueur.
- Le titulaire devra fournir à son personnel tous les matériels de protection nécessaires à l'exécution des prestations. Il veillera notamment à fournir à son personnel des vêtements professionnels à son effigie en quantité suffisante. Les services de sécurité et d'accueil de l'INRA se réservent le droit de refuser l'accès des locaux aux agents du titulaire qui ne porteraient pas leurs protections.

Article 8 : MOYENS D'ACCES AU(X) SITE(S)

La Personne Responsable du Marché ou son représentant dotera le titulaire de clés et/ou badges d'accès en quantités suffisantes permettant la libre circulation des agents dans les zones à entretenir.

Tout agent doté d'un moyen quelconque d'accès devra être identifié.

Il est de la responsabilité du titulaire de signaler immédiatement la perte d'un quelconque moyen d'accès. Le remplacement des exemplaires manquants sera à la charge du titulaire du contrat.

Toute clé ou badge manquant pendant la réalisation du marché ou après sa fin amènera INRAE à facturer au titulaire du marché les montants correspondants, sans que celui-ci puisse élever la moindre contestation :

- remplacement de la ou des serrures correspondant à chaque clé perdue,
- remplacement de toutes les serrures existantes dans le cas de la perte d'un badge.

Les coûts directs ou indirects relatifs à ces différents travaux sont supportés par le titulaire du marché.

En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre au représentant de INRAE les clés confiées initialement.

A l'occasion d'interventions particulières à la demande, l'accès du personnel du titulaire à l'établissement est subordonné à l'obligation de soumettre à l'agrément de la Personne Responsable du Marché ou son représentant au moins 48 heures avant le début des travaux, la liste nominative du personnel appelé à travailler sur le chantier objet de la commande.

Cette liste comportera notamment le nom et qualité du responsable de chantier. Il appartient au titulaire de réactualiser cette liste en cas de modification durant la réalisation des travaux.

L'accès des installations au personnel de nettoyage ne figurant pas sur la liste sera refusé.

En ce qui concerne la sécurité, le titulaire veillera tout particulièrement à ce que les zones restent fermées pendant les travaux (interdiction formelle de bloquer les accès en position ouverte), à contrôler après la sortie du dernier employé que les portes sont bien fermées, à veiller à ce que l'accès aux sites ne soit réservé qu'aux agents de ménage.

L'accès de toute personne extérieure aux services de l'entreprise titulaire du marché est strictement interdit.

Le titulaire informera le service de sécurité de l'INRA de tout incident ou défaillance du système de sécurité.

Article 9 : ORGANISATION DU TRAVAIL

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après :

9-1 MOYENS EN PERSONNEL

Les effectifs nécessaires à l'exécution des prestations seront fixés par le programme d'organisation des personnels œuvrant établi par le titulaire dans des conditions normales de travail.

Il appartient au titulaire de renseigner à ce titre l'Annexe 2 de l'Acte d'Engagement « Dotation en personnel » et l'Annexe 3 de l'Acte d'Engagement « Dotation en matériel ».

Une distinction sera faite par le titulaire en ce qui concerne les personnels œuvrant et les personnels d'encadrement qui ont un rôle exclusif de suivi et d'administration des personnels œuvrant.

Le titulaire devra obligatoirement désigner un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, de l'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses du présent cahier.

Le titulaire affectera du personnel qualifié et formé à l'utilisation des produits d'entretien.

L'agent responsable devra au moins, bimensuellement, rendre compte au représentant du service INRAE, de la bonne marche du chantier ou des difficultés éventuellement rencontrées.

Point particulier

Le titulaire s'engage à respecter le plan des horaires des travaux préalablement défini par le représentant de INRAE. Ces horaires d'intervention sont définis à l'article 4-2 du présent CCTP.

9-2 CAHIER DE LIAISON

Un cahier de liaison sera mis obligatoirement sur chaque site dès la mise en place du titulaire.

Il est à disposition pour consigner les réflexions relatives à l'entretien des locaux conformément à leur description.

Il servira également aux agents du titulaire pour signaler les dysfonctionnements éventuels.

9-3 DISPOSITION EN CAS D'ABSENCE DE PERSONNEL

Le titulaire s'engage à remplacer dans les plus brefs délais les employés absents.

Point particulier

Le titulaire devra prévenir son correspondant INRAE de toutes absences (dans un délai de 24 heures). Il s'engage également à faire intervenir au plus tard dans les 48 heures (2 jours ouvrés) suivant l'absence, un agent pour effectuer les travaux d'entretien qui n'auraient pas été réalisés.

9-4 ORGANISATION PARTICULIERES DURANT LES CONGES

Durant les congés des agents de propreté titulaires, les remplaçants devront être préalablement identifiés avant de pénétrer sur le site. Le service de surveillance ou le personnel chargé de l'accueil refusera l'accès des installations à tout personnel ne figurant pas sur la liste établie.

Le programme d'intervention établi devra être suivi.

Article 10 : CONDITIONS DE TRAVAIL

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers. En cas de manquement aux règles élémentaires de bienséance ou de non-respect des consignes de sécurité, le remplacement du ou des agents incriminés sera demandé par la Personne Responsable du Marché ou son représentant.

Article 11 : MESURES PARTICULIERES

En cas d'arrêt de travail pour des raisons indépendantes de INRAE, il appartient au titulaire d'assurer les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des locaux.

Ces prestations concernent en particulier le collectage et l'enlèvement des contenus des poubelles présentes sur les sites, son évacuation dans les conteneurs prévus à cet effet ainsi que l'entretien de l'ensemble des Groupes sanitaires.

Seules les prestations réellement effectuées donneront lieu à facturation.

Dans le cas où le titulaire n'effectuerait pas les travaux de première nécessité, INRAE serait amené à contacter un autre titulaire pour la réalisation de ces prestations.

La facturation de ces interventions serait alors imputée de plein droit au titulaire du contrat initial sans que celui-ci ne puisse élever contestation.

Article 12 : MOYENS MIS A DISPOSITION PAR L'INRAE

12-1 LOCAL MENAGE

INRAE mettra à disposition gracieusement au titulaire un « local ménage » suivant ses possibilités.

Il servira pour entreposer les matériels et produits du titulaire et comportera suivant possibilités offertes, des armoires vestiaires pour le personnel.

Son maintien en parfait état de propreté est à la charge du titulaire ainsi que son aménagement intérieur. Aucune transformation importante ne pourra être entreprise sans accord préalable de la Personne Responsable du Marché ou son représentant.

INRAE met librement à la disposition du personnel de la société intervenante ses installations sanitaires.

12-2 MATERIEL MIS A DISPOSITION

Pour des raisons d'assurances et de responsabilité, INRAE se refuse à mettre à disposition du titulaire ses matériels. Si malgré cela, du matériel était emprunté, seul le titulaire serait responsable de sa correcte utilisation. La responsabilité de INRAE ne pouvant alors en aucun cas être engagée.

12-3 STOCKAGE DU MATERIEL ET DES PRODUITS

Le stockage des produits devra être effectué dans les locaux prévus à cet effet. Toute précaution devra être prise pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage de produits pulvérulents en vrac ou à proximité d'une source de chaleur, est interdit.

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissé sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par la personne publique et aux frais du titulaire.

12-4 BRANCHEMENT ELECTRIQUE – FOURNITURE D'EAU

La fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaire, à l'exécution exclusive des prestations d'entretien, sera assurée gratuitement par INRAE. Le titulaire devra néanmoins éviter tout éclairage superflu, en particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit.

Le titulaire devra également prendre toute disposition pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

A défaut de la fourniture des éléments ci-dessus, dans le cas d'une cause extérieure à la volonté de INRAE ou en cas de non-conformité aux normes de sécurité en vigueur, le titulaire sera dispensé, pendant cette carence, d'exécuter les prestations.

Il lui appartiendra enfin, d'avertir son personnel, que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment des appareils téléphoniques et des machines à photocopier lui est interdit.

Liste des annexes :

Annexe 1 : Contenu des prestations

Annexe 2 : Contrôle qualité